

Tendances conjoncturelles

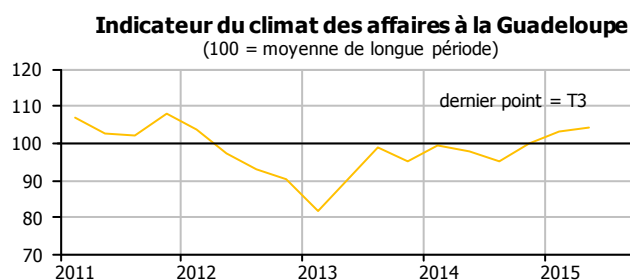
3^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

Une activité moins dynamique mais des anticipations positives

L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa progression pour le troisième trimestre consécutif mais à un rythme plus ralenti (+1,3 point après +3,4 points au trimestre précédent). À 104,6 points, il demeure au-dessus de sa moyenne de longue période et est à son plus haut niveau depuis juin 2012.

L'amélioration de l'ICA tient essentiellement aux anticipations positives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir. Avec la perspective d'augmenter leur activité au quatrième trimestre, la plupart des chefs d'entreprises interrogés à fin septembre revoient à la hausse leur décision d'investir à un an. Concernant le marché du travail, une petite éclaircie est observée avec un nombre de demandeurs d'emploi en recul. Cependant, la consommation des ménages stagne ayant un impact négatif sur les échanges extérieurs et le secteur du commerce. Dans la plupart des secteurs, l'activité est en recul.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

ZONE CARAÏBE : DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE PLUS FAVORABLES

Selon le FMI, le faible prix des matières premières et le renforcement de l'économie américaine laissent entrevoir des perspectives plus favorables pour la majorité des économies de la Caraïbe. Pour les économies dépendantes du tourisme (Bahamas, Barbade, Jamaïque ainsi que plusieurs économies de l'Union monétaire des caraïbes orientales), la croissance est estimée à +2,3 % pour les années 2015 et 2016. Pour les économies exportatrices (Belize, Guyane, Surinam et Trinidad-et-Tobago), la croissance est estimée à +2,0 % en 2015 et à +2,5 % en 2016.

À la **Jamaïque**, le PIB croît entre 1,0 % et 2,0 % à fin septembre 2015, enregistrant un troisième trimestre consécutif de hausse. La croissance est principalement portée par les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ainsi que des industries manufacturières. L'inflation baisse sensiblement : elle s'établit à +1,8 % à fin septembre contre +4,4 % à fin juin (données en glissement annuel).

En **République Dominicaine**, entre janvier et juin 2015, le PIB a progressé de 6,7 % sur un an. Cette évolution est principalement soutenue par les secteurs de la construction, de l'éducation et du commerce. L'inflation cumulée s'établit à +0,6 % entre janvier et juin 2015, inférieure de près de 1 point par rapport à la même période 2014.

À **Haïti**, à fin septembre 2015, les indices de production de l'industrie, du commerce et de l'énergie enregistrent des hausses respectives de 7,6 %, 7,6 % et 1,4 %. L'indice de production de la construction enregistre en revanche une baisse de 4,4 %. L'indice des prix augmente de 7,0 % en glissement annuel.

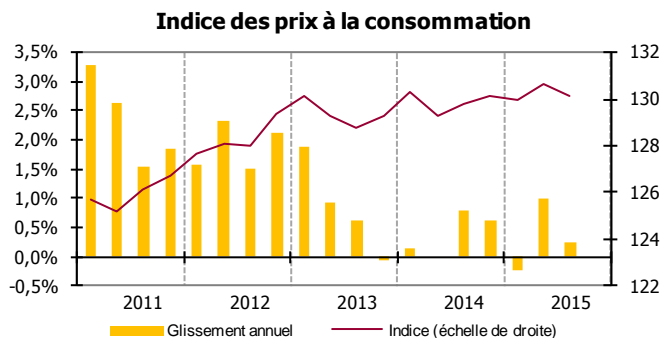
Sources : FMI, Banque Centrale de la Jamaïque, Banque Centrale de la République Dominicaine, Institut Haïtien d'Informatique et de Statistique

Légère baisse de l'indice des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,4 % au troisième trimestre 2015 après +0,4 % au trimestre précédent.

Cette évolution résulte de la baisse conjuguée des prix des produits pétroliers (-3,4 %) et des prix des services (-0,9 %), en particulier ceux des « transports et communication ». Les prix des produits manufacturés sont stables sur le trimestre. Seuls les prix de l'alimentation progressent (+1,1 %), du fait notamment des produits frais (+3,8 %).

En glissement annuel, les prix sont en légère hausse de 0,2 %. Les prix des services (+1,0 %) et de l'alimentation (+2,1 %) contribuent essentiellement à cette augmentation. En revanche, les prix de l'énergie (y c. produits pétroliers) diminuent fortement (-5,4 %).



Source : Insee

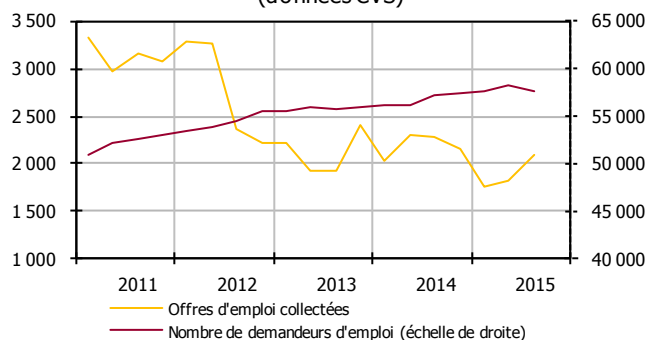
Petite éclaircie sur le marché du travail

Après quatre trimestres consécutifs de hausse, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A recule de 1,2 % (CVS). Il s'établit à 57 610 inscrits, soit 720 demandeurs d'emploi en moins. Deux catégories d'âge sont concernées par la baisse : le nombre d'inscrits de moins de 25 ans qui continue de diminuer (-3,9 % après -4,2 %, CVS) ainsi que les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans (-2,3 % après +0,9 % CVS). Les demandeurs d'emploi de 50 ans et plus ne cessent d'augmenter (+2,3 %, CVS).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 0,6 % (CVS). Au niveau national, la progression est de 3,0 % (CVS).

L'offre d'emploi poursuit son redressement, affichant une forte hausse sur le trimestre (+15,5 %, CVS). La progression se concentre essentiellement sur les offres d'emploi durable (6 mois ou plus), en hausse de 27,1 %. À l'inverse, les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois) diminuent de 1,4 % (CVS).

Demandeurs d'emploi DEFMA et offres d'emploi collectées (données CVS)



Source : DIECCTE

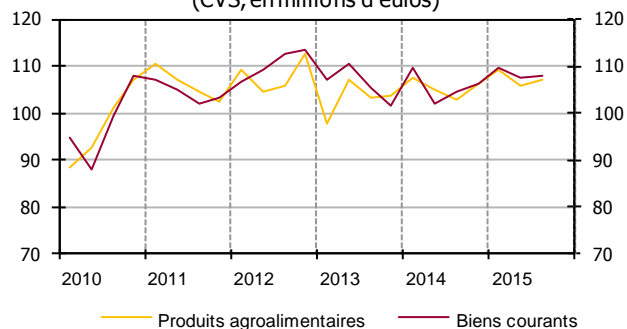
La consommation des ménages stagne

La consommation des ménages est quasi stable après avoir reculé au trimestre précédent.

À fin septembre, les importations de produits destinés aux ménages augmentent (+1,2 % en variation trimestrielle pour les produits agroalimentaires et +0,5 % pour les biens de consommation courante) mais ne compensent pas la baisse du trimestre précédent. Ils restent néanmoins supérieurs à leur niveau d'il y a un an. En revanche, les importations de biens d'équipement des ménages diminuent de façon importante (-6,4 % sur le trimestre, -16,1 % sur un an, CVS).

De même, le solde d'opinion relatif à l'activité des chefs d'entreprise du secteur du commerce marque le pas en raison de l'atonie de la consommation des ménages.

Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

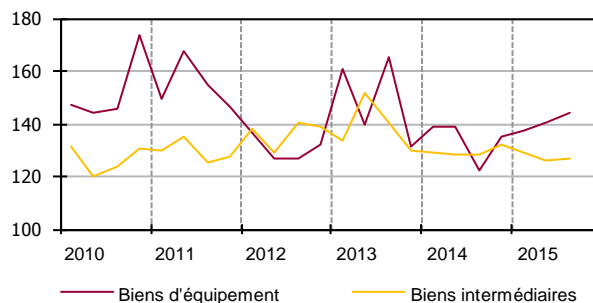
L'investissement est mieux orienté

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise s'améliorent nettement à fin septembre. Les prévisions les plus favorables concernent les secteurs du commerce, de l'agroalimentaire et des services.

Les importations de biens d'équipement des entreprises poursuivent leur progression. Elles augmentent de 2,6 % sur le trimestre et de 17,3 % sur un an. Les importations de biens intermédiaires enregistrent une légère hausse sur le trimestre (+0,7 %) mais diminuent en glissement annuel (-1,1 %).

L'évolution des indicateurs de vulnérabilité des personnes morales est contrastée. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire augmente (+2,2 % sur le trimestre). Le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce augmente également (+2,6 %) mais pour des montants moins élevés (-7,7 % par rapport au trimestre précédent).

Importations de biens destinés aux entreprises
(CVS, en millions d'euros)



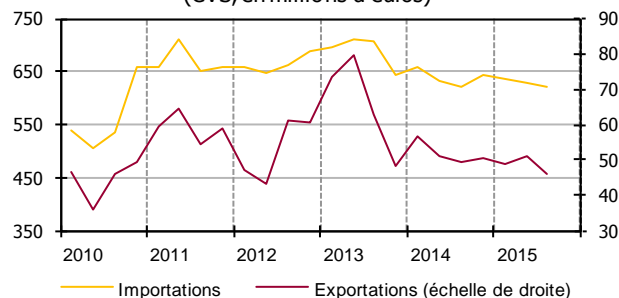
Source : Douanes, CVS IEDOM

Des échanges commerciaux en retrait

Les importations enregistrent un repli de 1,5 % (CVS) sur le trimestre (-0,2%, CVS sur un an). Les importations de biens d'équipement destinés aux ménages sont les plus concernées par cette baisse avec un recul de 6,4 % sur le trimestre (-16,1 % sur un an).

Les exportations reculent fortement sur le trimestre (-9,7 %, CVS) et sur un an (-6,8 %) en lien notamment avec la baisse des réexportations de produits pétroliers et des exportations de produits agricoles.

Échanges commerciaux
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

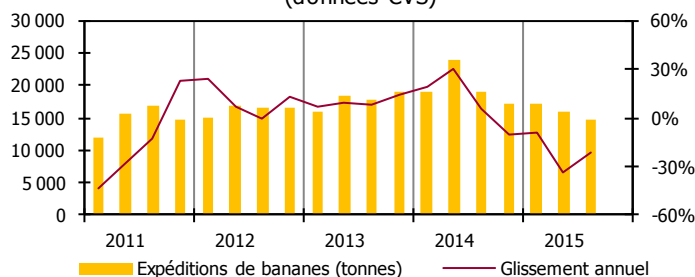
L'ACTIVITÉ EST EN REcul DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Au troisième trimestre, l'activité des chefs d'entreprise est moins bien orientée et s'accompagne d'une dégradation de la trésorerie. L'évolution des effectifs reste positive tandis que les délais de paiement et les charges se détériorent.

L'évolution de l'activité dans les **secteurs primaire** et de **l'agroalimentaire** est mitigée. Elle progresse dans l'agroalimentaire qui enregistre un net rebond de ses exportations (+49,1 % en variation trimestrielle, CVS), notamment en lien avec l'augmentation des expéditions de rhum industriel (+50,7 %) et de rhum agricole (+15,6 %).

Les exportations de produits agricoles augmentent de 4,6 % en variation trimestrielle (CVS) mais sont en repli de 11,0 % sur un an (CVS). Les exportations de bananes continuent de reculer en variation trimestrielle (-5,9 %, CVS). Sur un an, elles se replient de 21,5 % (CVS).

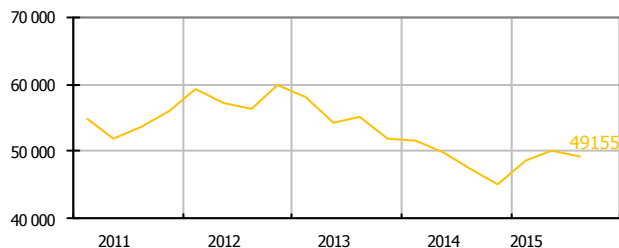
Expéditions de bananes à destination de l'Union européenne
(données CVS)



Source : CIRAD, CVS IEDOM

Le solde d'opinion relatif à l'activité passée des chefs d'entreprise dans **l'industrie** est en baisse depuis un peu plus de deux ans. Les perspectives générales de production ne permettent pas aux entrepreneurs d'entrevoir une amélioration au cours des prochains mois.

Ventes de ciment (données brutes, en tonnes)



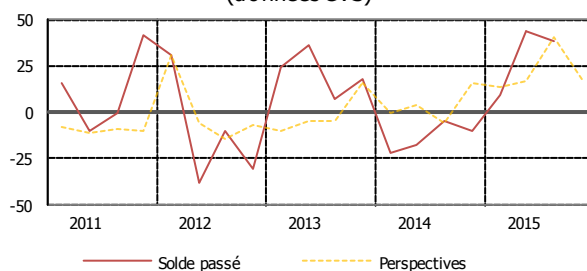
Source : Lafarge Ciments Antilles, hors Îles du Nord

Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)**, après l'amélioration observée au premier semestre, l'activité se tasse, conformément aux anticipations des professionnels. Les ventes de ciment sur le marché local diminuent de 1,7 % sur le trimestre. Le nombre de permis délivrés pour la construction de logements neufs est faible (-55,8 % sur un an) en dépit d'une progression sur le trimestre (+8,5 %). Les effectifs salariés augmentent de 2,3 % sur le trimestre mais sont en baisse de 6,8 % sur un an. Les professionnels, inquiets du faible niveau de leurs carnets de commandes, anticipent une baisse de l'activité pour le quatrième trimestre.

Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité a marqué le pas dans le secteur du **commerce**. Le marché automobile est en berne avec une baisse de 4,4 % du nombre de véhicules neufs immatriculés sur le trimestre (-3,0 % sur un an). Les perspectives d'activité pour l'ensemble du secteur sont cependant orientées à la hausse pour le dernier trimestre de l'année.

Dans le secteur du **tourisme**, l'activité poursuit sa hausse au troisième trimestre alors que la fréquentation touristique est moins dynamique. À l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic aérien (hors transit) est en recul de 1,3 % (CVS) mais s'inscrit en hausse de 3,5 % (CVS) en glissement annuel. Une partie de la filière hôtelière a pu bénéficier du report de clientèle lié à la fermeture de cinq hôtels depuis le début de l'année (soit au total plus de 550 chambres). Les professionnels du secteur espèrent capter une clientèle nouvelle avec l'ouverture de la desserte aérienne Guadeloupe/États-Unis. Les réservations vers les destinations françaises ultramarines restent orientées à la hausse selon le baromètre SNAV Atout France publié en octobre. Néanmoins, les chefs d'entreprise interrogés à la fin du mois de septembre affichaient un optimisme mesuré quant à l'évolution de leur activité au cours des prochains mois.

Solde d'activité du secteur touristique (données CVS)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ DANS LES PAYS ÉMERGENTS QUI OBÈRE LA CROISSANCE MONDIALE

Selon les données préliminaires collectées par le FMI dans le cadre de l'actualisation de ses prévisions économiques d'octobre, la croissance mondiale a été inférieure aux prévisions tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. Elle devrait s'inscrire à +3,1 % en 2015, après +3,4 % en 2014. Le ralentissement de la croissance mondiale serait lié au fléchissement de la croissance dans les pays émergents, non compensé par le timide redressement opéré par les économies avancées et notamment celles de la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance du premier semestre a été plus faible que prévu, mais la reprise devrait toutefois se poursuivre, en liaison avec la baisse des prix de l'énergie, le desserrement de la contrainte budgétaire, le renforcement des bilans et la meilleure tenue du marché immobilier, facteurs qui contrebalanceraient l'impact de l'affermissement du dollar sur les exportations. Au total, la croissance se situerait à 2,6 % en moyenne en 2015 (après +2,4 % en 2014). Les premières estimations de la croissance au troisième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,4 % contre 1 % le trimestre précédent.

Au Japon, après une année 2014 décevante (-0,1 %), une croissance faiblement positive serait enregistrée en 2015, dans un contexte de consommation atone.

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9% en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015. Le FMI table sur une croissance stable en Allemagne (+1,6 % en 2014 et + 1,5 % en 2015), mais en nette accélération en France (de +0,2% en 2014 à +1,2% en 2015) et surtout en Espagne (+1,4 % en 2014 et +3,1 % en 2015).

En France, selon les chiffres de l'Insee du troisième trimestre 2015, le PIB en volume a progressé de 0,3 %, après une croissance nulle au deuxième trimestre (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages se redressent (+0,3 % après 0,0 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières accélère légèrement (+0,7 % après +0,5 %).

Le fléchissement de la croissance dans les pays émergents s'expliquerait principalement par le ralentissement enregistré en Chine et les difficultés des pays exportateurs de pétrole. En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance ralentirait selon le FMI à +6,8 % en 2015 (après +7,3 % en 2014) tandis qu'elle serait stable en Inde (+7,3 %). Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,8 %) et au Brésil (-3 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Hervé GONSARD – Responsable de la rédaction : Jean-Marie PAUGAM
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : décembre 2015 - Dépôt légal : décembre 2015 – ISSN 1952-9619